



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

47452  
**E**  
Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/PSD.1/13  
21 janvier 1980

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première session de la Conférence commune  
des planificateurs, des statisticiens et  
des démographes africains

Addis-Abéba, 24 mars - 2 avril 1980

**RAPPORT SUR L'ORGANISATION ET LE PERSONNEL DES  
SERVICES STATISTIQUES AFRICAINS**

<u>Table des matières</u>	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 11
II. ORGANISMES DE RATTACHEMENT DES SERVICES NATIONAUX DE STATISTIQUE . . . . .	12 - 19
III. DISPOSITIONS LEGISLATIVES . . . . .	20 - 24
IV. COORDINATION DES ACTIVITES STATISTIQUES .	25 - 29
V. SITUATION DU PERSONNEL ET BESOINS DE FORMATION . . . . .	30 - 36
VI. NOUVEAUX DOMAINES DE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE . . . . .	37 - 43
VII. CONCLUSIONS. . . . .	44 - 47

## I. INTRODUCTION

1. Le premier document traitant du développement statistique en Afrique (E/CN.14/CAS.4/Dey.1/Rev.1) a été présenté à la quatrième Conférence des statisticiens africains en 1965. Ce document a résumé les avis de la région africaine sur la façon dont les services statistiques devraient être organisés et quel type de travail devrait être entrepris compte tenu des exigences du développement et des recommandations statistiques internationales.
2. En 1967, les participants à la cinquième Conférence des statisticiens africains ont estimé que le développement dans le domaine des statistiques doit être considéré comme un effort coopératif des pays intéressés, étant donné que les pays ayant des problèmes d'organisation devaient être à même de tirer davantage profit de l'expérience et des techniques des autres pays qui avaient surmonté des problèmes analogues.
3. Le secrétariat a effectué sa première enquête régionale sur l'organisation de la statistique en 1968. Le rapport préliminaire de cette étude a été présenté à la sixième session de la Conférence des statisticiens africains en 1969. Les participants ont estimé que, quel que soit son emplacement, un bureau statistique doit avoir un degré raisonnable d'indépendance et que des mesures budgétaires satisfaisantes étaient indispensables pour assurer l'exécution efficace de toutes sortes d'opérations.
4. En 1973, la Conférence des statisticiens africains réunis à Addis-Abéba pour sa huitième session a fait observer que, bien que le programme régional de formation statistique ait assuré plus de 5 000 hommes/années de formation il y avait encore une pénurie de personnel qualifié dans de nombreux bureaux statistiques africains. Les participants ont suggéré dès lors que des efforts de formation soient envisagés concernant les problèmes tels que la perte de personnel.
5. La deuxième enquête sur l'organisation de la statistique dans la région africaine a été entreprise en 1974 et les résultats ont été présentés à la neuvième session de la conférence réunie à Lomé en octobre 1975. A cette conférence plusieurs participants ont contesté le point de vue selon lequel un comité interministériel aiderait à remédier à la situation peu satisfaisante des bureaux de statistique en Afrique, et ont fait remarquer que dans les quelques pays où de tels comités avaient été mis sur pied, ils s'étaient avérés inefficaces. L'accent a été mis sur la nécessité de placer les services statistiques entre les mains d'un personnel national compétent travaillant dans un cadre institutionnel approprié.
6. Une troisième enquête a été effectuée en 1976 en vue de la préparation de la réunion du groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique qui s'est tenue en 1977. Il faudrait rappeler que les recommandations de ce groupe de travail ont conduit à l'adoption par la dixième session de la Conférence des statisticiens africains, au cours de la même année, du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

7. L'enquête 1979 qui a été conduite au début de l'exécution du PFSA devrait constituer une référence pour les évaluations futures du programme. Toutefois 17 pays seulement ont participé effectivement à l'enquête contre 25 en 1968-1969 et 24 en 1974.

8. L'analyse des réponses reçues figure au tableau 1 ci-après :

Tableau 1: Analyse des réponses aux enquêtes sur l'organisation statistique 1968-1969, 1974 et 1979

Sous-région	Nombre de pays appartenant à la région de la CEA	Nombre de réponses reçues des pays		
		1968-1969	1974	1979
Afrique du Nord	6	4	3	1 <sup>1/</sup>
Afrique de l'ouest	16	8	10	4
Afrique centrale	11	5	4	4
Afrique de l'Est	16	8	7	8
Total	49	25	24	17

<sup>1/</sup> Non compris un pays qui a rempli seulement la première page du questionnaire

9. Il ressort du tableau ci-dessus une nette diminution de la participation des pays à l'enquête, notamment dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest. La situation actuelle est d'autant plus préoccupante que la région de la CEA comportait moins de pays membres lors des enquêtes de 1968-69 et de 1974. On notera tout de même que cinq pays (Ethiopie, Gambie, Mauritanie, Rwanda, et Tanzanie) ont régulièrement participé à toutes les enquêtes, cinq pays (Madagascar, Maroc, Maurice, Somalie et Souaziland) ont participé aux enquêtes de 1968-69 et de 1979 et deux pays (Botswana et Zaïre) ont répondu aux questionnaires des enquêtes de 1974 et de 1979. Enfin, on a enregistré en 1979 cinq nouveaux venus: Bénin, Cameroun, Gabon, Guinée et Seychelles.

10. Il serait utile de connaître les raisons pour lesquelles les pays semblent se désintéresser maintenant de ladite enquête qui est pourtant nécessaire à l'analyse continue des problèmes d'organisation statistique existant dans la région, analyse demandée par la Conférence des statisticiens africains.

11. En attendant, on a utilisé les résultats incomplets de l'enquête 1979 ainsi que d'autres renseignements disponibles au secrétariat de la CEA pour essayer d'analyser la situation actuelle. En faisant cela, on a dû modifier légèrement le titre du présent document. On passera successivement en revue les questions suivantes :

- organismes de rattachement des services nationaux de statistique
- dispositions législatives
- coordination des activités statistiques
- situation du personnel et besoins de formation
- nouveaux domaines de développement statistique
- conclusions.

## II. ORGANISMES DE RATTACHEMENT DES SERVICES NATIONAUX DE STATISTIQUE

12. Apparemment, l'emplacement du service national de statistique au sein de la structure gouvernementale varie beaucoup d'un pays à l'autre. On trouvera dans le tableau 2 ci-après l'analyse de la situation à ce sujet dans 48 pays sur les 49 pays membres de la CEA d'après les renseignements disponibles au secrétariat :

Tableau 2: Ministères ou organismes de rattachement de 48 services nationaux de statistique en 1979

Sous-région	Bureau du Président ou du 1er Ministre	Ministère du Plan	Ministère du Plan et du développement	Ministère du Plan et des finances
Afrique du Nord	-	1	2	-
Afrique de l'Ouest	-	1	5	2
Afrique centrale	-	5	-	-
Afrique de l'est	4	3	3	3
Total	4	10	10	5

Tableau 2 (suite)

Sous-région	Ministère du Plan et de la coopération	Ministère du Plan et de l'éco- nomie	Ministère du Plan et de l'aménagement du territoire	Ministère du Plan et des affaires communautaires
Afrique du nord	-	1	1	-
Afrique de l'Ouest	4	1	-	-
Afrique centrale	1	2	1	-
Afrique de l'est	-	-	-	1
Total	5	4	2	1

Tableau 2: (suite et fin)

Sous-région	Ministère du Plan et des pêches	Ministère qui n'est pas chargé du Plan	Service national de statistique indépendant
Afrique du nord	-	-	1
Afrique de l'ouest	1	2	-
Afrique centrale	-	1	-
Afrique de l'est	-	2	-
Total	1	5	1

13. Il faudrait entendre par ministère "ministère ou secrétariat d'état ou organisme". Ce dernier pourrait avoir différentes appellations.

14. Dans l'ensemble, on constate que 79 p. 100 des services nationaux de statistique sont rattachés au ministère ou à l'organisme chargé de la planification. On observe en outre une nette tendance à la diversification des fonctions de ce ministère. En 1974, dix sept services nationaux de statistique sur les 24 qui participaient à l'enquête régionale, soit 71 p. 100, dépendaient d'un ministère chargé uniquement du Plan. En 1979, dix services seulement sur 48, soit 21 p. 100, sort dans ce cas. Il est devenu courant d'associer la planification à d'autres fonctions telles que les finances, le développement économique, le développement industriel, l'aménagement du territoire, les pêches, la coopération technique et la coopération internationale. Cette diversification des fonctions du ministère de rattachement devrait permettre aux services nationaux de statistique de participer plus étroitement aux différentes activités relatives au développement économique et social de la nation.

15. Le rattachement du service national de statistique au Bureau du Président de la République ou aux services du Premier Ministre pourrait donner de l'importance à la statistique. On a toutefois enregistré au cours des années récentes un certain abandon de cette formule.

16. En dehors des pays du groupe ci-dessus, c'est seulement dans 5 pays que le service national de statistique est rattaché à un ministère qui n'est pas responsable de la planification. Dans deux cas, la localisation de ce service au sein du Ministère des finances permet probablement de disposer de ressources suffisantes pour l'exécution d'un programme cohérent d'activités en matière de statistique.

17. Il faudrait noter que la statistique est mentionnée dans le titre du ministère de rattachement dans deux pays. Il se trouve que les noms des deux ministères concernés soient à peu près les mêmes : "Ministère du plan, de la statistique et de la coopération technique" dans un cas, et "Ministère du plan, de la coopération internationale et des statistiques" dans l'autre cas. Une telle formule implique la reconnaissance de facto de l'importance de la statistique mais il serait intéressant de savoir comment cette reconnaissance se traduit-elle dans les faits.

18. On a déjà indiqué qu'en Egypte, le service national de statistique est un organisme indépendant dirigé par un président qui a rang de ministre. Il s'agit peut-être là de la meilleure formule mais elle n'est pas encore applicable dans le contexte actuel à la plupart des pays de la région compte tenu des priorités nationales du moment.

19. En fin de compte, il faudrait préciser que la place idéale d'un service national de statistique au sein de la structure gouvernementale devrait être déterminée par chaque pays en fonction des conditions socio-économiques nationales. Disons que ce service gagnerait à avoir une place assez importante dans la hiérarchie administrative pour jouer pleinement son rôle et acquérir les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. A cet égard, on a déjà fait observer lors d'une conférence précédente qu'il était souhaitable que le directeur de la statistique fasse directement rapport au ministre et qu'il traite d'égal à égal avec les directeurs des autres services de son ministère.

### III. DISPOSITIONS LEGISLATIVES

20. Il existe dans la plupart des pays de la région des dispositions législatives sur lesquelles est basé le système de statistique. La majorité de ces dispositions précisent le rôle du service statistique qui consiste à collecter, traiter, analyser et publier une vaste gamme de renseignements statistiques. Les dispositions en question mentionnent en outre le pouvoir de ce service d'obtenir des informations et les restrictions à imposer sur les renseignements de caractère confidentiel et sur les publications.

21. Ces dispositions spécifient quelquefois l'obligation de réponse de la part des enquêtés qui risquent de payer des amendes en cas de négligence. Mais à notre connaissance, on n'a pas eu pratiquement recours à de tels moyens dans les enquêtes et recensements effectués en Afrique. La tendance actuelle est de mettre l'accent sur l'information et la formation de la population dans les opérations de grande envergure telles que les recensements de la population et les projets d'amélioration du système d'état civil grâce à un programme cohérent de motivation et de sensibilisation de la masse.

22. Dans un groupe de pays, dont la plupart de langue anglaise, les dispositions législatives relatives à la collecte, au traitement, à l'analyse et à la publication des données statistiques suffisent généralement pour l'organisation et l'exécution de recensements et enquêtes statistiques. Il faudrait simplement soumettre chaque projet aux autorités compétentes pour approbation avant son exécution. Dans quelques pays de ce groupe, la loi existante est appuyée pour chaque grande opération à exécuter par des directives ou de simples proclamations présidentielles.

23. Dans les autres pays, les dispositions législatives existantes n'autorisent pas les services nationaux de statistique à exécuter à tout moment des recensements et enquêtes pour lesquels des lois ou décrets ad hoc sont nécessaires. Ces derniers sont en général suivis d'autres textes d'application (décrets, arrêtés, circulaires, notes de service, etc.). L'un des problèmes rencontrés lors de l'exécution des recensements de la population et de l'habitation de la série de 1970 en Afrique concernait le retard intervenu fréquemment dans la promulgation des textes législatifs sur lesquels se fondent ces recensements.

24. La première formule est probablement la meilleure et semble être à l'origine de la tradition des pays qui l'ont adoptée dans l'exécution des recensements. Toutefois les statisticiens ne sont pas en mesure de faire le choix en ce domaine. Il convient surtout de s'assurer qu'un fondement législatif approprié existe au début des opérations car c'est lui qui permet de mobiliser toutes les ressources financières et humaines nécessaires.

#### IV. COORDINATION DES ACTIVITES STATISTIQUES

25. Personne ne met en doute la nécessité de coordonner harmonieusement les activités statistiques en vue d'éviter le gaspillage des ressources limitées dont disposent les pays de la région et d'accroître l'efficacité. Mais les points de vue varient sur les moyens d'assurer cette coordination.

26. Dans certains pays, les services nationaux de statistique sont chargés de la coordination de toutes les opérations statistiques sur le plan national. Seulement, il semble que cette fonction ne soit pas toujours reconnue par les autres départements ou institutions qui effectuent quelquefois des enquêtes sans que le service national de statistique soit au courant. Devant une telle situation, certains services nationaux de statistique concernés ne réagissent même pas et estiment qu'il appartient aux autres de venir les voir. Il semble utile de mettre l'accent sur la nécessité pour les statisticiens de jouer un rôle beaucoup plus actif dans ce domaine et de faire valoir leur responsabilité et leur droit.

27. Dans d'autres pays, il existe un comité interministériel permanent de coordination des activités statistiques composé de hauts fonctionnaires et présidé normalement par le ministre de tutelle de la statistique ou son représentant. Une telle formule, si elle fonctionne bien, permet de mieux identifier les besoins des utilisateurs, d'établir un programme de travail coordonné auquel pourraient participer les ministères et les départements intéressés et de contribuer à une reconnaissance de l'utilité des services de statistique. Comme on l'a rappelé dans l'introduction, plusieurs participants à la neuvième session de la Conférence des statisticiens africains étaient d'avis, à la lumière des échecs constatés dans quelques pays, que la création d'un tel comité ne constituait pas une solution qui aiderait à l'amélioration de la situation des services nationaux de statistique en Afrique.

28. Il paraît souhaitable de réexaminer cette question en tirant les leçons des expériences passées et en tenant compte des développements récents en matière de programme statistique dans la région. Il faudrait souligner que les statisticiens devraient être les principaux animateurs des comités interministériels de coordination des activités statistiques. Ils devraient préparer soigneusement les réunions, informer les membres suffisamment à

l'avance, leur envoyer en même temps les documents de travail, expliquer de façon claire et précise au cours de chaque réunion ce que l'on attend des participants, entreprendre les actions consécutives, etc. Bref, les statisticiens ont leur part de responsabilité dans le bon ou le mauvais fonctionnement de ces comités. Par ailleurs, de nouveaux programmes de développement statistique, comme le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM), ont vu le jour et leur mise en œuvre nécessite une participation active des divers ministères et départements intéressés en raison de leur caractère interdisciplinaire.

29. Enfin, plusieurs pays ont créé des comités ad hoc à l'occasion de l'exécution des recensements de la population et de l'habitation de la série de 1970. On peut citer notamment le comité national de recensement, le comité technique de recensement, les comités régionaux et le comité de publicité. Les avis sont également partagés quant à l'utilité et à l'efficacité de tels comités. Certains pays pensent que la création de ces derniers pourrait gêner le bon déroulement des opérations. En effet des comités sont parfois difficiles à réunir alors que dans certains cas il est nécessaire de prendre des décisions d'urgence. D'autres pays reconnaissent l'utilité de tels comités qui ont contribué de façon significative au succès de leurs opérations de recensement. En fin de compte, chaque pays devrait examiner, à la lumière de ses besoins et des conditions locales, la possibilité de créer des comités sectoriels ad hoc ou permanents à l'occasion des opérations statistiques telles que les recensements, l'amélioration des statistiques d'état civil et les enquêtes intégrées auprès des ménages.

#### V. SITUATION DU PERSONNEL ET BESOINS DE FORMATION

30. Les discussions sur cette question seront fondées sur les estimations effectuées lors de la préparation du document de base relatif au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

31. Les estimations concernant le personnel en poste ont été établies à partir des renseignements fournis par des enquêtes par correspondance et des renseignements complémentaires tirés du Répertoire des statisticiens africains. Elles ont été révisées pour tenir compte de nouvelles données reçues par le secrétariat et, en particulier, des corrections ont été apportées à la suite de l'enquête 1979 sur l'organisation et le personnel des services statistiques en Afrique. Les résultats sont consignés dans le tableau 3 qui se trouve à la fin de ce document. Il convient de mentionner que, pour plus de commodité, on a gardé 1977 comme année de référence.

32. Les estimations relatives aux besoins en personnel figurant dans le même tableau pour la période 1978-1987 représentent la synthèse des renseignements fournis par les pays et des estimations du secrétariat. Un service de statistique a toujours du mal à préciser le nombre de postes sur lequel il voudrait pouvoir compter parce que les modifications qui peuvent être apportées au programme et les contraintes budgétaires sont des facteurs inconnus. Les difficultés sont encore plus grandes quand il s'agit d'estimer les besoins des autres services du gouvernement et des autres secteurs, y compris le secteur privé. Mais des indications précieuses ont été fournies à ce sujet par le Répertoire des statisticiens africains et par les réponses aux questions



sur le recrutement et le départ du personnel des services nationaux de statistique. Aussi, bien que les chiffres présentés ne soient pas très fiables, ils ont été examinés à maintes reprises et semblent réalistes à la lumière de la situation actuelle en Afrique.

33. On peut évaluer à environ 1 800 le nombre de statisticiens de niveau supérieur déjà en poste dont 51 p. 100 travaillent dans les services nationaux de statistique, 21 p. 100 dans les autres services gouvernementaux et 28 p. 100 dans les autres secteurs, y compris le secteur privé. Les pourcentages correspondants obtenus à partir des renseignements du premier Répertoire des statisticiens africains publié en mars 1975 étaient les suivants: 45 p. 100, 23 p. 100 et 32 p. 100.

34. Les statisticiens de niveau moyen (adjoints techniques et agents techniques) en poste sont au nombre de 2 900 environ mais ce chiffre inclut encore certains agents qui n'ont pas reçu une formation académique. D'après les estimations, seulement un tiers des agents de la catégorie moyenne travaillent en dehors des services nationaux de statistique.

35. En ce qui concerne les besoins de formation, il ne semble pas excessif d'évaluer à 5 000 le nombre de statisticiens de niveau supérieur et à 7 000 celui des statisticiens de niveau moyen qui devront être formés entre 1978 et 1987, si l'on tient compte du fait que les secteurs public et privé de 48 pays de la région sont touchés par le programme. Il faudrait rappeler qu'en 1977, le Groupe de travail chargé d'examiner les besoins de formation statistique en Afrique était parvenu à la conclusion fondamentale qu'il fallait satisfaire les besoins nationaux des pays en personnel statisticien et qu'il n'était ni pratique ni souhaitable d'arrêter l'exode actuel du personnel des services nationaux de statistique vers d'autres secteurs.

36. La réunion des directeurs des centres participant au PFSA, tenue en octobre 1979, s'est penchée sur la question de savoir comment les différents centres peuvent répondre aux besoins prévus pour la période 1978-1987, tels qu'ils sont illustrés dans le tableau 3. Il n'en demeure pas moins qu'une révision périodique des estimations établies jusqu'ici est nécessaire en vue de permettre une évaluation plus précise des ressources à mobiliser, notamment en ce qui concerne les bourses d'étude.

## VI. NOUVEAUX DOMAINES DE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE

37. Ce n'est pas par hasard que les domaines prioritaires en matière de données statistiques constituent l'un des thèmes principaux de la première Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.

Les besoins en données de la Stratégie africaine pour la troisième décennie des Nations Unies pour le développement sont examinés au point 4 (b) de l'ordre du jour. De même le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (PADEM) figure au point 6(a). Ce programme devrait permettre aux pays africains de produire en permanence de données démographiques, sociales et économiques intégrées sur les ménages. Enfin les indicateurs sociaux importants pour l'Afrique sont soumis à la réflexion de la conférence dans le cadre du point 6(b).

39. Il nous paraît utile d'attirer particulièrement l'attention, dans le présent document traitant de l'organisation statistique en Afrique, sur deux domaines qui n'ont pas reçu suffisamment d'importance dans le passé dans le programme de travail des services nationaux de statistique. Ces deux domaines sont les statistiques de l'énergie et les statistiques de l'environnement.

#### Statistiques de l'énergie

40. En 1973, la crise du pétrole a mis en relief l'importance des statistiques de l'énergie. Malheureusement, malgré la crise de l'énergie, la plupart des services nationaux de statistique ne produisent pas les statistiques de l'énergie dont les pays de la région auraient tant besoin à des fins de planification aussi bien que pour prendre des décisions. La situation ne s'est pas améliorée avec la création de nouveaux ministères des combustibles et de l'énergie dans un certain nombre de pays, puisque lesdits ministères manquent de données nécessaires pour orienter leurs travaux. On peut également imputer cet état de choses regrettable en partie aux centres de formation qui ne donnent pas à leurs étudiants les compétences nécessaires pour établir les données pertinentes et la récente réunion des directeurs des centres du PFSA en a pris conscience. Bien que certains aspects des statistiques de l'énergie restent peut-être encore confus, les éléments fondamentaux sont claires et nets et directement liés aux problèmes. Ces éléments portent sur les bilans et comptes énergétiques et notamment les sources d'énergie primaire, les importations, les exportations et les variations de stocks d'énergie secondaire. On se rappellera que le Groupe d'experts sur la classification et la mesure dans le domaine des statistiques de l'énergie (Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, 6-14 mars 1978) a fait les recommandations suivantes: "toutes les sources d'énergie, y compris les sources d'énergie dénommées 'non commerciales' doivent figurer dans le bilan énergétique d'ensemble" et le "cadre du bilan énergétique d'ensemble ne doit pas être limité par le défaut de données disponibles" <sup>1/</sup>. Le programme de travail à ce sujet devrait donc s'inscrire dans le cadre général tel qu'il est présenté actuellement par le Bureau de statistique des Nations Unies. Le simple fait qu'il est possible et, en réalité, inévitable, que ce cadre soit révisé à l'avenir, ne devrait pas nuire à son utilisation, car la structure actuelle est en mesure de répondre aux besoins de la région africaine.

#### Statistiques de l'environnement

41. Le domaine des statistiques de l'environnement est sans doute celui qui prête le plus à controverse parmi les nouveaux domaines de développement statistique dans la région. Ce problème s'explique par deux raisons: le rang de priorité que lui confèrent en fait les pays africains et l'état des connaissances en la matière. Pour ce qui est du rang de priorité accordé à l'environnement et aux statistiques de l'environnement par les Gouvernements africains, il est probablement vrai de dire que ceux-ci ne prêtent à ces questions que très peu d'attention. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faudrait en général leur accorder un rang de priorité peu élevé. A cet égard, il est important de souligner que les statistiques de l'environnement ont pour objet de "suivre, d'évaluer et de régler ces questions urgentes" qui touchent l'environnement de l'homme "pour arriver à une gestion nationale et internationale de l'environnement.

<sup>1/</sup> Commission de statistique des Nations Unies - Rapport intérimaire sur l'élaboration de statistiques internationales de l'énergie E/CN.3/504, New York 1978

42. Pour ce qui est des connaissances en la matière, il est juste de dire qu'il s'agit d'un domaine en développement dont tous les aspects ne sont pas clairement délimités. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau de statistique des Nations Unies ont cependant identifié quatre de ces aspects, il s'agit de thèmes qui touchent respectivement, sous l'angle de l'environnement "les établissements humains, l'offre et la demande de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables; les polluants et les déchets résultant d'activités industrielles et non industrielles, gouvernementales et ménagères et leur pression sur ces activités; et la qualité des supports (air, eau et sols)"<sup>1/</sup>. En examinant les statistiques concernant ces aspects, on peut trouver le cadre permettant de mettre au point un programme de travail sur les statistiques de l'environnement.

43. Il est intéressant de noter que certains des domaines définis ci-dessus recouvrent certains des sous-domaines des statistiques sociales et de l'énergie, mais ces chevauchements sont fréquents en la plupart du temps, il est facile d'y remédier.

## VII. CONCLUSIONS

44. Des progrès importants ont été accomplis en Afrique dans le domaine du développement des statistiques. Cependant beaucoup reste encore à faire surtout dans le contexte socio-économique mondial actuel qui est en évolution rapide.

45. Le rattachement de la plupart des services nationaux de statistique africains au ministère ou à l'organisme chargé du plan traduit le souci des pays de la région d'asseoir la planification du développement économique et social sur des données statistiques fiables. Néanmoins, quel que soit l'emplacement de ces services au sein de la structure gouvernementale, il importe de favoriser le dialogue avec les utilisateurs des données en vue de permettre l'utilisation optimale des ressources disponibles. Un tel dialogue ne devrait impliquer en aucune façon une certaine dépendance vis-à-vis des utilisateurs.

46. Les nouveaux programmes de développement statistique tels que le PFSA, le PADEM, les travaux relatifs au cadre pour l'intégration des statistiques sociales et démographiques ainsi que des statistiques économiques connexes, ont été conçus pour aider les services nationaux de statistique à faire face aux besoins croissants et pressants des pays de la région en données. On s'attend à ce que tous les pays africains participent pleinement à ces programmes.

47. Enfin, pour que les programmes nationaux en matière de statistique réussissent, il est nécessaire que les statisticiens adoptent une attitude plus dynamique et plus agressive que par le passé pour être à même de surmonter les nombreuses difficultés qui ne manqueront pas de se poser. Il faudrait en particulier faire en sorte que la statistique soit reconnue comme étant un outil indispensable au développement économique et social de la nation.

<sup>1/</sup> Commission de statistique des Nations Unies, Rapport intérimaire sur la coordination des statistiques de l'environnement, New York, E/CN.3/520, mars 1978

Tableau 3: Situation du personnel statisticien de niveau supérieur et de niveau moyen en 1977  
et besoins pour la période 1978-87 1/

	Personnel en poste 1977								Besoins 1978 - 87					
	Cadres supérieurs				Cadres moyens <sup>3/</sup>				Cadres supérieurs			Cadres moyens		
	SNS <sup>2/</sup>	Autres Gouv.	Autres secteurs	Total	SNS	Autres Gouv.	Autres secteurs	Total	SNS et autres gouv.	Autres secteurs	Total	SNS et autres gouv.	Autres secteurs	Total
<b>AFRIQUE DU NORD</b>														
Algérie	60	50	70	180	100	20	10	130	320	170	490	400	30	430
Libye	20	8	3	31	53	5	-	58	45	20	65	60	25	85
Maroc	74	52	87	213	160	30	20	210	250	150	400	250	50	300
Soudan	58	10	10	78	228	20	5	253	50	20	70	162	62	224
Tunisie	42	8	34	84	207	10	15	232	230	130	360	250	50	300
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>														
Bénin	14	1	9	24	25	5	20	50	37	11	48	65	15	80
Cap Vert	2	-	-	2	15	-	-	15	15	-	15	25	-	25
Côte d'Ivoire	9	12	25	46	35	40	30	105	68	20	88	130	30	160
Gambie	6	1	3	10	-	4	-	4	20	5	25	34	15	49
Ghana	23	5	12	40	31	60	50	141	245	130	375	37	40	77
Guinée	7	3	6	16	-	1	-	1	60	10	70	110	15	125
Guinée Bissau	-	-	-	-	10	-	-	10	15	5	20	25	5	30
Haute Volta	7	1	8	16	28	5	10	43	42	14	56	75	20	95
Liberia	16	5	1	22	41	-	5	46	22	10	32	40	14	54
Mali	27	22	32	81	30	10	20	60	42	13	55	80	20	100
Mauritanie	7	2	2	11	14	2	1	17	18	5	23	25	15	40
Niger	8	1	-	9	11	-	-	11	28	9	37	50	10	60
Nigeria	86	32	20	138	195	30	20	245	800	100	900	1 100	100	1 200
Sénégal	14	8	19	41	41	10	10	61	68	20	88	125	25	150
Sierra Leone	14	-	2	16	23	-	-	23	16	10	26	30	15	45
Togo	24	3	9	36	60	5	5	70	39	12	51	70	15	85
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>														
Angola	3	-	5	8	10	-	5	15	25	10	35	45	15	60
Burundi	3	1	-	4	4	5	-	9	29	9	38	60	10	70
Cameroun (Rep. Unie du)	82	30	15	127	153	60	5	218	137	43	180	130	30	160
Rep. centrafricaine	5	2	2	9	12	10	10	32	34	10	44	60	15	75
Congo	7	5	4	16	48	30	20	98	42	13	55	75	20	95
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5	11	10	5	15
Gabon	7	1	-	8	7	5	5	17	40	15	55	50	10	60
Rwanda	3	4	1	8	12	10	10	32	33	10	43	60	15	75
St. Thomas et Principe	-	-	-	-	5	-	-	5	8	5	13	10	5	15
Tchad	3	-	-	3	10	10	20	40	55	15	70	118	17	135
Zaire	63	14	9	86	18	20	5	43	100	21	121	25	30	55

Tableau 3: Situation du personnel statisticien de niveau supérieur et de niveau moyen en 1977 et besoins pour la période 1978-87 1/ (suite)

	Personnel en poste 1977							Besoins 1978 - 87						
	Cadres supérieurs			Cadres moyens 3/				Cadres supérieurs			Cadres moyens			
	SNS 2/	Autres Gouv.	Autres secteurs	Total	SNS	Autres Gouv.	Autres secteurs	Total	SNS et autres gouv.	Autres secteurs	Total	SNS et autres gouv.	Autres secteurs	Total
AFRIQUE DE L'EST .....														
Botswana .....	11	4	-	15	7	8	-	15	42	10	52	66	15	81
Comores .....	-	-	-	-	1	3	1	5	15	5	20	25	5	30
Djibouti .....	1	2	-	3	6	4	-	10	8	5	13	10	5	15
Ethiopie .....	23	26	12	61	15	57	10	82	48	10	58	189	32	221
Kenya .....	23	-	6	29	86	5	20	111	136	30	166	302	38	340
Lesotho .....	12	1	-	13	26	5	-	31	51	10	61	60	15	75
Madagascar .....	26	15	26	67	14	5	-	19	62	19	81	110	25	135
Malawi .....	16	3	-	19	27	9	-	36	26	10	36	45	15	60
Maurice .....	10	4	3	17	6	9	5	20	38	30	68	235	6	241
Mozambique .....	4	-	5	9	16	-	-	16	30	10	40	55	15	70
Ouganda .....	17	16	34	67	9	5	20	34	96	20	116	194	56	250
Seychelles .....	4	-	-	4	1	-	-	1	4	4	8	10	4	14
Somalie .....	10	-	3	13	20	2	3	25	30	5	35	150	15	165
Souaziland .....	4	-	1	5	8	1	-	9	26	5	31	61	5	66
Tanzanie (Rep. Unie de) .....	25	5	17	47	38	14	6	58	121	20	141	274	22	296
Zambie .....	23	8	5	36	42	31	40	113	100	30	130	400	43	443
Total .....	903	365	500	1 768	1 908	565	406	2 879	3 772	1 243	5 015	5 972	1 059	7 031

1/ Non compris l'Egypte  
2/ Pour certains pays, les chiffres comprennent les non nationaux  
3/ En principe titulaires du diplôme d'adjoint technique ou d'agent technique de la statistique